

Jean-Pierre Chevènement: «Il faut un gouvernement de salut public»

GRAND ENTRETIEN - Le «monde d'après» va s'organiser plus que jamais autour des États-Unis et de la Chine, juge l'ancien ministre. L'Union européenne va devoir opérer un tournant philosophique et stratégique radical.

Par Alexandre Devecchio

Publié hier à 19:34, mis à jour hier à 19:34



Selon Jean-Pierre Chevènement, l'heure n'est pas à la recherche des responsabilités mais à l'unité nationale pour faire face à la crise sanitaire et économique et préparer le «monde d'après». *SERGE PICARD/Le Figaro Magazine*

LE FIGARO. - Cela fait près d'un mois que la France est confinée et on ne voit pas l'issue de la crise. Que faire?

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT. - L'épidémie de coronavirus nous rappelle que l'histoire est tragique. Ce n'est pas «*un ultimatum de la*

nature» comme l'a dit Nicolas Hulot. Ce n'est en rien la conséquence du réchauffement climatique. Cette pandémie est un aspect -pas des plus plaisants- d'une mondialisation laissée à elle-même.

Imprévisible par sa soudaineté, sa brutalité, le caractère quasi universel de son expansion, cette pandémie révèle notre incapacité à faire face en l'absence de vaccin. J'ajoute qu'elle met en lumière les dépendances que la France, parmi d'autres, a laissé se créer en transférant à l'autre bout du monde la moitié de son industrie, notamment pharmaceutique et médicale.

La seule stratégie que j'aperçois, c'est la multiplication des tests, le traçage, le confinement des malades et des personnes à risque en attendant d'ici un an ou deux la production d'un vaccin. Une deuxième crise va s'imposer: c'est la semi-paralysie de notre économie. Plus que tout c'est un état d'esprit qu'il faut changer.

J'entends encore s'élever la voix des thuriféraires d'un approvisionnement à bas coût. C'est la voie de la facilité. Les exigences de la sécurité imposent un discours plus rude, c'est le retour du long terme, de la nation, de l'État républicain.

L'insouciance a fait son temps. Pour réduire notre dépendance, il faut produire national. Après la bataille de la Marne, il y a eu la guerre des tranchées et cette pandémie peut durer longtemps. Planifier n'est pas un gros mot. L'heure est à l'unité nationale. Je n'entends obtenir l'abjuration publique de personne, mais une salutaire prise de conscience dans nos élites. Il nous faut un gouvernement de salut public. Toutes les forces vives doivent se sentir associées. L'heure n'est pas aux procès, ni aux polémiques politiciennes. Il y a deux scénarios possibles: 1914 ou 1939-1940. Pour ma part, je choisis l'union sacrée. C'est au président de la République qu'incombe le devoir de mettre le pays à la hauteur des défis.

«Notre priorité, aujourd'hui, est de produire davantage en

France», a lancé Emmanuel Macron le 31 mars en visite dans une PME angevine. Que vous inspire cette promesse?

J'approuve évidemment cette orientation. La crédibilité de ce tournant a besoin d'être étayée par des actes, notamment la création d'un grand ministère de l'Industrie qui nous fait aujourd'hui défaut. Le proverbe nous dit que c'est au pied du mur qu'on verra le maçon. Une stratégie de mobilisation doit être mise en œuvre. Il faut penser à long terme la réorganisation de nos chaînes de valeur et de production.

La France n'a pas été capable jusqu'ici de produire des masques massivement et rapidement. Comment expliquer cette situation humiliante?

Après les chocs pétroliers intervenus dans la seconde partie de la décennie 1970, nos élites ont fait le choix de la société post-industrielle, c'est-à-dire des services, elles se sont détournées de l'industrie. La politique industrielle est devenue un gros mot. Nous avons accepté les accords de la Jamaïque en 1976, qui ont fait du dollar la monnaie mondiale et nous avons choisi d'accrocher au mark le franc, ce qui en faisait une monnaie surévaluée. Nos élites ont choisi la mise en concurrence des mains-d'œuvres au profit des pays à bas coût. Deux chiffres résument cette politique: le nombre d'emplois dans l'industrie est passé de six millions à moins de trois millions de salariés.

Quant à la part de l'industrie dans la valeur ajoutée, elle est tombée de 20 à 10 %. L'Europe et les États-Unis ont transféré dans les pays à bas coûts une grande partie de leur industrie. Les États-Unis commençaient de s'en aviser, c'était là l'origine de ce que j'ai appelé la recomposition géopolitique du capitalisme. La guerre commerciale et technologique entre les États-Unis et la Chine constituait les prémices de ce nouveau monde, mais la crise est

arrivée par là où on ne l'attendait pas. Cette pandémie mondiale est une rupture fondamentale dans notre histoire aussi grande que la chute du communisme en 1989-1991.

Cette pandémie mondiale est une rupture fondamentale dans notre histoire aussi grande que la chute du communisme en 1989-1991.

Dès 1983, vous claquiez la porte du ministère de l'Industrie et de la Recherche. Pourquoi?

Le projet de la gauche était un projet industrialiste. Quand j'ai vu que François Mitterrand lui tournait le dos et renouait avec la politique précédente notamment par l'accrochage du franc au mark qui allait durablement handicaper notre industrie, le simple sens de l'État, pour ne pas employer de plus grands mots, m'a commandé de résigner mes fonctions de ministre de l'Industrie. Nous avons souffert depuis lors d'une monnaie surévaluée qui est largement à la source de nos déboires économiques.

L'Allemagne semble justement capable, elle, d'assurer son indépendance. Est-ce que ce décalage tient au coût du travail?

Non, l'Allemagne a su conserver son industrie et même la développer. Cela se voit dans le domaine de la pharmacie où l'Allemagne dégage un très fort excédent. Le coût du travail dans les deux pays est voisin, mais l'Allemagne peut s'appuyer sur la sous-traitance de pays à bas coûts, comme la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, bref sur son *hinterland* d'Europe centrale et orientale. Mais il faut se rappeler que l'Allemagne a creusé l'écart dès la fin du XIX^e siècle. Les Allemands ont mis leur

argent dans leur industrie, tandis que Français et Britanniques investissaient leur épargne dans des emprunts problématiques ou des projets de développement lointains. Pendant les Trente Glorieuses, de 1945 à 1974, la France cependant, a su remonter le courant en s'appuyant sur son État stratège et sur ses propres forces dans les domaines de l'aéronautique, de l'électronucléaire, du ferroviaire, etc.

Comment peut-on concrètement réindustrialiser après tant d'années de désindustrialisation? Cela est-il possible dans un monde ouvert?

L'erreur serait de penser qu'on va revenir au *statu quo ante*, après une brève parenthèse. C'est l'ensemble des chaînes de création de la valeur, l'ensemble des chaînes de production, qu'il faut revoir méthodiquement. Et la réponse se trouve d'abord dans une conversion de nos élites à l'industrie et au développement technologique. Le problème que j'avais posé il y a presque une quarantaine d'années est toujours là. Sommes-nous capables de sécréter de nouvelles élites ayant le sens de l'intérêt général et du patriotisme républicain? Sommes-nous capables de faire émerger de grands managers publics qui seraient les Marcel Boiteux, les Louis Armand, les Paul Delouvrier, les Pierre Guillaumat, les Georges Besse de demain?

Arnaud Montebourg a affirmé dans nos colonnes que «la mondialisation est terminée». N'est-ce pas péremptoire?

Non, Montebourg a raison: une certaine mondialisation libérale est terminée. Nous allons vers une recomposition géopolitique du capitalisme, pour reprendre le titre d'un récent colloque de la Fondation Res Publica. Le monde de demain va s'organiser autour de deux pôles, les États-Unis et la Chine. Celle-ci va se recentrer sur son marché intérieur. Quant aux États-Unis, ou bien ils

persévéreront dans leur unilatéralisme, je pense à l'extra-territorialité du droit américain et à leur politique de taxation unilatérale, ou bien ils reviendront à une politique d'alliance équilibrée avec l'Europe. La question qui se pose est de savoir si l'Europe va trouver sa place dans le nouveau monde.

En tout état de cause, l'Europe ne pourra le faire que si elle s'étend jusqu'à la Russie, et met en commun toutes ses capacités. La grande Europe que le général de Gaulle avait appelée de ses vœux représente tout de même 700 millions d'habitants.

Naturellement, à l'intérieur de cette grande Europe, il faudra développer les synergies nécessaires, non pas seulement dans l'aéronautique et le spatial, mais aussi dans des domaines comme le numérique et les batteries électriques afin de remodeler notre industrie automobile. Pour cela, il faut sans doute ressusciter l'équivalent de ce qu'était le commissariat général du plan dans les premières années de la V^e République. Le PIB de la zone euro dépasse dix mille milliards d'euros, la question du financement a été abordée par le mauvais bout. Si les Allemands ne veulent pas de coronabonds, nous n'avons pas les moyens de les leur imposer. Par contre, la Banque centrale européenne a mis sur la table plus de 1 000 milliards d'euros, ce qui se compare tout à fait à ce qu'ont fait la Fed américaine ou la Banque centrale d'Angleterre. La BCE doit selon moi, calquer son comportement sur celui des deux banques centrales anglo-saxonnes.

Seule la nation fournit un cadre légitime à la démocratie.

«Nous devons rebâtir notre souveraineté nationale et

européenne». Que vous inspirent ces propos du président de la République?

La «souveraineté européenne» n'est pas un bon mot car il n'y a pas de peuple européen, mais elle signifie à mes yeux la mise en commun de nos moyens et l'harmonisation de nos plans de relance. Seule la nation fournit un cadre légitime à la démocratie.

L'Europe actuelle est-elle à la hauteur?

On voit bien que l'Europe de Maastricht touche à sa fin. La mise au rancart du pacte de stabilité budgétaire et l'autorisation des aides d'État manifestent clairement que tous les gouvernements, y compris le gouvernement allemand ont pris conscience d'être face à une crise sans égale qui implique l'usage des grands moyens. Le mécanisme européen de solidarité a été fait pour autre chose: la sauvegarde de l'euro au lendemain de la crise (des dettes souveraines) de 2010. C'est un trop petit fourgon-pompe pour l'incendie qui nous menace. On peut déplorer que l'Europe ne soit pas capable de lancer un emprunt solidaire pour faire face à un péril inédit et qui nous est commun. Il faut se tourner vers ce qui existe véritablement, en l'occurrence la Banque centrale européenne qui va racheter des titres, y compris publics, et permettre aux États de mettre en œuvre des politiques de sécurité dans tous les domaines: la santé mais également l'agriculture, l'industrie et l'énergie. Était-il censé par exemple de fermer la centrale de Fessenheim qui nous donnait une énergie peu chère et décarbonée? C'est ce qu'on appelle se tirer une balle dans le pied! Il est temps de revenir sur les concessions complaisantes faites aux Verts. Bien sûr, chacun adhère au fait qu'il faut préserver les biens communs de l'humanité, mais il faut rompre avec la technophobie, l'idéologie antiscience et l'hostilité à l'énergie nucléaire.

La Chine peut-elle être le grand vainqueur de cette crise?

La Chine va repartir plus tôt que les autres grands pays industriels. Elle a su circonscrire la pandémie à la province du Hubei. Elle va creuser l'écart comme elle l'a déjà fait après la crise de 2008. La Chine a su allier le marché et la planification. Nous devons recréer les outils d'une politique volontariste: nommer des commissaires à la réindustrialisation. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les grandes démocraties ont su s'organiser. La liberté ce n'est pas l'anarchie. Le capitalisme va vers une certaine régionalisation qui n'empêchera pas les échanges mais qui est la condition de la viabilité à long terme de nos économies.

Beaucoup évoquent le «monde d'après» et la refondation qui nous attend. Quels sont les grands axes sur lesquels travailler?

Il y en a quatre. Tout d'abord, le retour de l'État, c'est-à-dire du sens de l'intérêt général, du sens du long terme, le retour du patriotisme et du civisme chez les élites et dans le peuple.

Le deuxième axe, c'est l'autonomie stratégique de l'Europe dans tous les domaines. Je suis inquiet des conséquences que la crise actuelle peut avoir sur notre budget de défense. Ce serait une erreur de relâcher notre effort dans le domaine de la modernisation de notre dissuasion nucléaire. Ce n'est pas non plus le moment d'abandonner notre politique agricole commune.

En troisième lieu, il faut concevoir une grande Europe de l'Atlantique à la Russie. Enfin, en quatrième lieu, il faut revoir la philosophie de l'Union européenne et du marché unique, substituer au primat de la concurrence la politique industrielle. Bien entendu, la concurrence demeure la règle, mais celle-ci doit tolérer autant d'exceptions que l'intérêt général l'exige. Il est temps que la Commission, comme l'a dit M. Thierry Breton, fasse des propositions en matière de politique industrielle européenne. Pour le reste, je crois en la subsidiarité. Il faut accepter les aides d'État

pour que chaque pays membre puisse retrouver une autonomie acceptable. Il n'est pas normal par exemple que nous ayons laissé partir à l'autre bout du monde des industries comme la fabrication des appareils d'assistance respiratoire.

Nous devons repenser l'avenir en dehors des règles posées au plan théorique par Friedrich Hayek et Milton Friedman, et sur le plan politique par Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Souvenons-nous que le marché unique a été créé en Europe quand le néolibéralisme était à son zénith. Il faut aussi savoir prendre congés en Europe de Jacques Delors et Pascal Lamy. La concurrence pure et parfaite a eu son heure de gloire, mais elle a aujourd'hui fait son temps.